



LE DÉPARTEMENT

ardèche
LE DÉPARTEMENT

Envoyé en préfecture le 28/04/2020
Reçu en préfecture le 28/04/2020
Affiché le 04/05/2020
ID : 026-222600017-20200427-CP20200427_19-DE

CONVENTION D'ASSISTANCE TECHNIQUE A L'EXPLOITATION DES STATIONS D'EPURATION n°«N_convention»

Entre les soussignés :

Le Département de la Drôme, représenté par Marie-Pierre MOUTON, Présidente du Conseil départemental agissant en cette qualité et habilitée à signer par délibération du Conseil Départemental en date du ,

ci-après désigné par les termes « le Département » ou « le SATESE 26/07 »,

d'une part,

Et

«COLLECTIVITE» «COMMUNE_EPCI», représenté(e) par «Civilité» «Prénom_» «NOM_», agissant en qualité de «Titre» et habilité(e) à signer par délibération de son «Conseil»,

ci-après désignée par les termes « la Collectivité »,

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Vu l'article L. 3232-1-1 du code général des collectivités territoriales relatif à l'assistance technique mise à disposition des communes ou établissements publics de coopération intercommunale ne bénéficiant pas de moyens suffisants par les départements dans le domaine de l'assainissement collectif

Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution intérieure ou égale à 1,2 Kg/j de DBO5,

Vu la convention de partenariat passée le 16 janvier 2020 entre les Départements de la Drôme et de l'Ardèche et validée par délibérations des 18 novembre et 2 décembre 2019,

Vu l'arrêté interdépartemental du _____ relatif à la définition du barème de rémunération de la mission d'assistance technique dans le domaine de l'eau définie par l'article L. 3232-1-1 du code général des collectivités territoriales

ARTICLE 1. PREAMBULE

Le Département de la Drôme, en application de l'article L.3232-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, met à disposition des communes et des établissements publics de coopération intercommunale qui en font la demande une assistance technique à l'épuration et au suivi des eaux. Cette mission est assurée par une cellule spécialisée intitulée SATESE 26/07 (Service d'Assistance Technique aux Exploitants de Stations d'Épuration Drôme Ardèche) commune aux départements de l'Ardèche et la Drôme dont le siège administratif est à l'adresse suivante :

Conseil départemental de la Drôme
SATESE 26/07
Service Gestion de l'Eau
Hôtel du Département
26 Avenue du Président Herriot
26026 VALENCE Cedex 09

Secrétariat : 04 75 79 82 73 – 04 75 79 82 41
Courriel : satese@ladrome.fr
Web : collectivites.ladrome.fr

ARTICLE 2. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'exécution des prestations d'assistance technique pour l'ASSAINISSEMENT COLLECTIF entre la Collectivité et le Département dans la mesure où la Collectivité a sollicité ce dernier pour en bénéficier et, ce, en application de l'article R 3232-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.
Elle annule et remplace la convention signée par la Collectivité le «Date_précédente_convention».

ARTICLE 3. OUVRAGES CONCERNES PAR L'ASSISTANCE TECHNIQUE

3.1 OUVRAGES EN PLACE A LA SIGNATURE DE LA CONVENTION

La Collectivité déclare être le maître d'ouvrage de «Nbre_Step» station(s) d'épuration totalisant «EH».

3.2 OUVRAGES SUIVIS DANS LE CADRE DE LA CONVENTION

Le nombre d'ouvrages suivis pendant la durée de la convention pourra varier selon la mise à l'arrêt et/ou la mise en service d'ouvrages en cours d'année civile.

3.3 SUIVI DE LA CONSTRUCTION DE NOUVELLES STATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX

Toute construction de nouvelle station d'épuration fera obligatoirement l'objet d'un suivi par le SATESE dans la mesure où les travaux auront été financés par le Département.

ARTICLE 4. COLLECTIVITES CONCERNEES

Sont concernées par l'assistance technique réalisée dans le champ conventionnel (article R 3232-1 du Code Général des Collectivités Territoriales) :

- 1 Les communes considérées comme rurales en application du I de l'article [D. 3334-8-1](#), à l'exclusion de celles dont le potentiel financier par habitant, tel qu'il est défini par l'article [L. 2334-4](#), était, pour l'année précédant la demande d'assistance, supérieur à 1,3 fois le potentiel financier moyen par habitant des communes de moins de 5 000 habitants ;
- 2 Les établissements publics de coopération intercommunale de moins de 40 000 habitants pour lesquels la population des communes répondant aux conditions fixées par le 1° représente plus de la moitié de la population totale des communes qui en sont membres ;

- 3 Les établissements de coopération intercommunale comprenant communes membres situées en zone de montagne, au sens des [articles 3 et 4](#) de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne.

Le potentiel financier de référence est établi par le Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi.

ARTICLE 5. OBJET ET LIMITES DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

L'assistance technique a pour objectif , en application de l'article R 3232-1-2 a) du Code Général des Collectivités Territoriales :

- D'apporter aux exploitants de stations d'épuration les conseils devant permettre d'améliorer et d'optimiser le fonctionnement des ouvrages d'assainissement collectif dont ils ont la charge,
- D'analyser le fonctionnement de la/des station(s) d'épuration de la collectivité en tenant compte des situations amont et aval,
- D'apporter des conseils adaptés en cas de dysfonctionnement des ouvrages épuratoires et d'accompagner la collectivité dans la recherche de solutions,
- D'apporter à la collectivité et à son exploitant des informations permettant une meilleure connaissance de leurs installations épuratoires et leur proposer d'éventuelles améliorations et interventions à réaliser,
- D'accompagner la collectivité, le cas échéant, dans l'élaboration de conventions de raccordement des établissements générant des pollutions d'origine non domestique aux réseaux,
- D'accompagner la collectivité dans l'application des nouveaux textes réglementaires, en particulier ceux relatifs à l'autosurveillance des stations d'épuration et à la mise en place de cahier de vie,
- D'accompagner la mise en place de l'autosurveillance, notamment par la validation des manuels,
- De réaliser, le cas échéant, une évaluation ou des audits des dispositifs d'autosurveillance des stations d'épuration et des ouvrages recevant une charge polluante supérieure ou égale à 120 Kg de DBO5,
- De transmettre à l'Agence de l'Eau, prioritairement pour le compte des collectivités exploitant leurs ouvrages en Régie, les données attendues au titre des déclarations annuelles d'autosurveillance,
- D'organiser des sessions de formation à destination des agents d'exploitation des stations d'épuration,
- D'apporter à la Collectivité une assistance dans le cadre d'un projet de construction d'une nouvelle station d'épuration, notamment en ce qui concerne le choix de la filière, le dimensionnement et la mise en place des dispositifs d'autosurveillance.

L'assistance technique n'est pas :

- une prestation de service consistant à prendre directement en charge l'exploitation même partielle des ouvrages,
- un contrôle réglementaire de la qualité des rejets dans le milieu récepteur ou du fonctionnement des ouvrages : le SATESE 26/07 n'a aucun rôle ni aucune compétence en matière de réglementation et de police,
- une prestation de service relevant de la maîtrise d'œuvre.

En outre, le SATESE 26/07 n'a aucune responsabilité juridique en cas de dysfonctionnement de la station d'épuration et de pollution accidentelle.

ARTICLE 6. ORGANISATION DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

6.1 L'AVIS DE PASSAGE DU SATESE – COORDONNEES DU TECHNICIEN

Le SATESE 26/07, au titre du Département, avertit la Collectivité de sa visite par l'envoi d'un AVIS DE PASSAGE au moins 15 jours avant sa venue ; le jour et l'heure de visite sont précisés sur le courrier ainsi que les coordonnées du technicien départemental devant l'effectuer (nom et prénom ainsi que n° de téléphone portable en pied de courrier).

6.2 LES COORDONNEES DE L'AGENT D'EXPLOITATION ET DE L'ELU REFERENT

Compte tenu de la réalisation des visites bien souvent dans le cadre de tournées, le technicien du SATESE est susceptible d'avoir un peu d'avance ou de retard par rapport à l'horaire annoncé dans l'avis de passage.

La Collectivité s'engage à préciser, au titre de l'annexe n°2 de la présente convention les coordonnées professionnelles de l'agent en charge de l'exploitation des ouvrages, de l'élu responsable de l'assainissement collectif et, d'une manière générale, des personnes à contacter en cas de retard de façon à ce que le technicien puisse prévenir de son retard ou d'une difficulté de dernière minute à honorer la visite.

6.3 PREPARATION DE LA VISITE – PRESENCE DE L'AGENT D'EXPLOITATION

Dès réception de l'avis de passage, la Collectivité doit en informer l'agent en charge de l'exploitation des ouvrages.

D'une manière générale, l'agent en charge de la visite a organisé son déplacement pour la journée et a prévu de visiter les installations de plusieurs collectivités : **la Collectivité doit donc prendre toutes les dispositions nécessaires pour que l'AGENT en charge de l'exploitation des ouvrages, qu'il soit agent d'une régie communale ou intercommunale ou salarié d'une entreprise prestataire ou délégataire SOIT PRESENT lors de la visite du SATESE 26/07.**

En cas d'empêchement, la Collectivité ou l'agent d'exploitation doit **impérativement informer le Département UN jour ouvré avant le jour de la visite** par courriel à l'adresse satase@ladrome.fr ET au technicien en charge de la visite dont le nom est mentionné dans l'avis de passage ainsi que le n° de téléphone portable. Selon la nature de la visite, le technicien peut décider de la réaliser dans la mesure où la station est complètement accessible et ne présente aucun danger.

Le Département se réserve la possibilité de facturer le déplacement à la Collectivité au cas où il n'ait pas été prévenu dans les temps.

6.4 LA FORMATION DES EXPLOITANTS

Chaque année, le SATESE 26/07 peut être amené à organiser plusieurs journées de formation sur les deux départements autour d'un thème relatif à l'exploitation des stations d'épuration, ces journées étant particulièrement organisées pour les agents territoriaux exploitant les ouvrages dans le cadre de régies. Les journées de formation sont également ouvertes aux élus des collectivités, notamment ceux en charge de l'assainissement collectif et, ce, dans la limite des places disponibles.

Chaque agent (ou élu) a ainsi le choix de participer à la journée de son choix une fois le programme reçu.

La collectivité et son exploitant sont informés au moins 3 à 4 semaines à l'avance de la tenue de ces journées et de leur programme : toutes les collectivités concernées reçoivent le programme des visites, les modalités de participation et un bulletin d'inscription précisant la date limite d'inscription aux journées.

Les inscriptions qui arriveront au-delà de la date limite d'inscription ne seront pas prises en compte.

Les frais relatifs à ces journées sont pris en charge par le SATESE.

ARTICLE 7. CONTENU DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

7.1 CONDITIONS GENERALES

Toutes les visites réalisées par le SATESE 26/07 concernent les ouvrages équipant les systèmes d'assainissement de la Collectivité et, plus particulièrement, les stations de traitement des eaux usées.

Les visites, outre l'inspection des ouvrages, la relève de données de comptage et la réalisation éventuelle de prélèvement d'échantillons et de mesures, sont l'occasion, pour le technicien, de se renseigner sur les événements récents intervenus sur les ouvrages, sur les raccordements éventuels et d'apporter des conseils et des recommandations.

Le nombre et la nature des visites prévues par ouvrage et par an est **a minima** le suivant :

Capacité nominale de l'ouvrage	Capacité STEP					Déversoirs d'Orage
	< 200EH	≥ 200 EH et ≤ 500EH	> 500 EH et ≤ 1000EH	> 1000 EH et < 2000EH	≥ 2000EH	≥ 2000EH
Visite Simple ou Visite Analyse	1	1 par an si aucun bilan			1	
Visite d'autosurveillance réglementaire (Bilan 24H) (*)	A la demande si nécessité	1 tous les 2 ans	1	2		
Audit des dispositifs d'autosurveillance					1	1

Le nombre de visites sera au maximum de deux par ouvrage, conformément aux dispositions de la convention signée conjointement par l'Agence de l'Eau et le Département.

Il pourra parfois être supérieur si la situation de l'ouvrage le justifie, notamment en cas de dysfonctionnement. Les différents types de visites sont décrits dans les paragraphes suivants.

7.2 LES DIFFERENTS TYPES DE VISITES

7.2.1. Les visites simples ou visites tests

Ces visites permettent de contrôler le fonctionnement de la station d'épuration et de l'ensemble de ses équipements par une inspection visuelle complète de l'ensemble de ses équipements et ouvrages, la relève de données de comptage et la réalisation de test bandelettes sur les effluents.

7.2.2. Les visites analyses

Lors de ces visites, de même nature que les visites simples, le technicien prélève un échantillon ponctuel en sortie de station d'épuration, si celle-ci dispose d'un ouvrage permettant le prélèvement, et fait procéder à son analyse par le Laboratoire départemental d'analyse de la Drôme.

7.2.3. Les visites d'autosurveillance réglementaire pour les stations d'épuration de capacité inférieure à 2000 EH (Bilans 24 heures)

Les modalités de réalisation de l'autosurveillance réglementaire pour les stations de capacité inférieure à 2000 EH sont définies par l'arrêté du 21 juillet 2015, les seuils de traitement pouvant être précisés, dans certains cas, par l'arrêté préfectoral afférant à l'ouvrage tout comme la réalisation de prélèvements complémentaires dans le milieu et d'analyses.

L'agent d'exploitation devra préparer la visite du technicien, notamment en procédant au nettoyage des équipements qui seront utilisés pour les mesures (ex : canal venturi).

Le SATESE 26/07 procède au dépôt des résultats issus des visites réglementaires sur le portail MESURE DES REJETS de l'Agence de l'Eau pour les collectivités en régie et sur le portail VERSEAU.

7.2.4. Les contrôles des dispositifs d'autosurveillance des stations d'épuration et de déversoirs d'orage recevant une charge polluante d'une capacité supérieure à 2000 EH

Les modalités de réalisation de ces contrôles réglementaires sont définies par l'arrêté du 21 juillet 2015 et par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, les résultats de ces données étant à la fois utilisées par les services de Police de l'Eau et de l'Agence de l'Eau, cette dernière définissant le cadre du rapport à présenter.

Le SATESE 26/07 peut accompagner les agents d'exploitation des régies dans le dépôt des données issues de l'autosurveillance sur le portail de l'Agence de l'Eau.

7.2.5. Les bathymétries

Si la Collectivité dispose d'une lagune comme ouvrage épuratoire, elle peut demander la réalisation d'une bathymétrie. Ce type de prestation permet de mesurer le niveau de boues dans les bassins, de prélever des échantillons de boues et de faire procéder à une analyse complète d'un ou plusieurs échantillons. Les résultats de la bathymétrie permettent de définir la nécessité de procéder ou non au curage d'un ou plusieurs bassin et de vérifier l'aptitude des boues à l'épandage agricole.

Les bathymétries sont réalisées par 2 techniciens, pour des raisons de sécurité.

La prestation ne comprend pas la réalisation d'un plan d'épandage dont la définition doit respecter les dispositions réglementaires en vigueur.

7.2.6. La mise en place des Cahiers de vie pour les systèmes d'assainissement recevant une charge polluante inférieure à 2000 EH

L'article 20 – II de l'arrêté du 21 juillet 2015 rend obligatoire la rédaction et la tenue à jour d'un cahier de vie par système d'assainissement.

Le SATESE 26/07 peut accompagner la Collectivité dans la mise en place du cahier de vie par la remise d'un modèle adapté au système d'assainissement.

La tenue à jour du cahier de vie peut faire l'objet de l'assistance technique.

7.2.7. Validation des dispositifs d'autosurveillance pour les stations d'épuration recevant une charge polluante supérieure à 2000 EH

Le SATESE 26/07 peut être amené à participer à la validation des dispositifs d'autosurveillance de toute nouvelle station d'épuration, en accord avec l'Agence de l'Eau, cette validation intégrant la validation des plans d'exécution et celle des dispositifs une fois construits.

7.2.8. Validation du manuel d'autosurveillance pour les stations d'épuration recevant une charge polluante supérieure à 2000 EH

Le SATESE 26/07 peut être amené à participer à la validation du manuel d'autosurveillance produit par la Collectivité.

7.2.9. Visites supplémentaires en cas de dysfonctionnement ou à la demande des services de Police de l'Eau

Le SATESE 26/07 peut réaliser une ou plusieurs visites supplémentaires en cas de dysfonctionnement de la station de traitement des eaux usées, quelle qu'en soit l'origine, afin d'assister la Collectivité dans l'analyse du dysfonctionnement et dans les solutions correctives à mettre en œuvre.

7.2.10. Suivi des travaux de construction de nouvelles stations d'épuration

Dans la mesure où le Département finance la construction d'une nouvelle station d'épuration, la Collectivité doit :

- Attendre la validation de l'avant-projet présentant le projet technique de construction des ouvrages par le SATESE 26/07 avant de s'engager dans la réalisation des travaux
- Adresser au SATESE 26/07 une copie de tous les comptes rendus des réunions de chantier afin de tenir informé le technicien et de le convier, le cas échéant, aux réunions de chantier
- Remettre, pour avis, au SATESE 26/07 les plans d'exécution des ouvrages et, notamment, ceux relatifs aux dispositifs d'autosurveillance,
- Faire valider les dispositifs d'autosurveillance par le SATESE 26/07

La Collectivité peut également faire appel au SATESE lors de la phase de consultation des entreprises et pour la réalisation de la 1^{ère} visite d'autosurveillance réglementaire après la mise en service de la station d'épuration, cette visite étant alors payée par le constructeur de l'ouvrage à son coût réel si cela est prévu dans le marché passé avec ce dernier.

7.3 LES RAPPORTS DE VISITES

A l'issue de chaque visite, le technicien en charge de la visite notifie verbalement à l'exploitant ses remarques qu'il consigne, par ailleurs, dans un rapport technique qui sera adressé à la Collectivité.

Ce rapport, outre de décrire le fonctionnement des ouvrages, souligne les points positifs et négatifs de la station visitée ainsi que des recommandations pour en améliorer le fonctionnement.

Il peut également alerter les élus et les agents d'exploitation sur des dysfonctionnements observés qui, non traités, peuvent générer des difficultés de toute nature ou peuvent mettre en danger les agents d'exploitation.

Le rapport rappelle également les obligations réglementaires qui s'appliquent aux ouvrages ainsi que les échéances à respecter.

Le Département y annexe, le cas échéant, les résultats d'analyses des prélèvements effectués lors de la visite, les analyses étant faites par Laboratoire Départemental d'Analyses de la Drôme, Laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement et COFRAC.

En cas de réalisation d'une prestation de type « Bilan 24 heures » ou « Bathymétrie », le SATESE 26/07 établit un rapport spécifique concernant les résultats obtenus et les conclusions à en tirer, notamment au regard de la réglementation. Le rapport d'audit est, pour sa part, établi à partir de la trame imposée par l'Agence de l'Eau qui en est la principale destinataire.

Toutefois, le SATESE ne conclut jamais sur la conformité du fonctionnement des ouvrages, cette disposition relevant des services de l'Etat et de l'Agence de l'Eau.

Le délai d'envoi des rapports varie entre 1 à 3 mois.

7.4 AUTRES PRESTATIONS

Le SATESE peut être amené à réaliser d'autres prestations d'assistance technique telles que :

- L'assistance à la rédaction de conventions de raccordements d'établissements produisant des effluents industriels ou assimilés à des effluents domestiques
- Toute action prévue par l'Agence de l'Eau dans le cadre de la convention d'assistance technique passée avec elle par chacun des deux départements
- Toute visite d'expertise sur un ouvrage privé à la demande de la Police de l'Eau, de l'Agence de l'Eau ou du Département

dans la mesure où des prestations sont mentionnées comme relevant de l'assistance technique dans la convention d'assistance technique passée entre le Département et l'Agence de l'Eau.

ARTICLE 8. HABILITATIONS

Les techniciens du SATESE 26/07 disposent d'un titre d'habilitation électrique type B1-BTA leur permettant d'effectuer les réglages d'équipements placés dans l'armoire électrique et nécessaires à la bonne exploitation de la station d'épuration et, ce, en présence des agents d'exploitation.

Ils disposent également d'un Certificat d'Aptitude au Travail en Espace Confiné (CATEC) depuis septembre 2015, conformément aux recommandations de l'INRS¹

Le SATESE 26/07 est également habilité par l'Agence de l'Eau pour la réalisation des audits des dispositifs d'autosurveillance.

Le Département ne pourra être tenu responsable en cas de défaillance des installations électriques équipant les ouvrages de la Collectivité.

ARTICLE 9. RAPPORT ANNUEL DEPARTEMENTAL

La prestation d'assistance technique auprès des collectivités éligibles au titre de l'article L. 3232-1-1 du Code des Collectivités Territoriales fait l'objet d'un rapport annuel qui porte sur l'analyse et la synthèse de toutes les visites réalisées par le SATESE 26/07 au cours de l'année civile écoulée.

Ce rapport permet de :

- connaître l'état de fonctionnement de l'ensemble des ouvrages
- de mesurer l'évolution du fonctionnement des installations
- d'apporter des éléments d'information sur les filières épuratoires
- d'engager des actions pour l'amélioration de certains ouvrages
- de présenter le fonctionnement de chacune des stations visitées

ARTICLE 10. TRANSMISSION ET CONFIDENTIALITE DES DONNEES

Les services de l'État (Pôle Préservation de la Qualité des Eaux du Service des Eaux du Service des Eaux, Forêts et Espaces Naturels (SEFEN) de la Direction Départementale des Territoires (D.D.T.). et Pôle Environnement et Santé de l'Agence Régionale de Santé – ARS au titre du suivi de la qualité des eaux de baignade) ainsi que les services des Agences de l'Eau seront destinataires du rapport annuel du SATESE 26/07 auquel est annexé le détail des conclusions du suivi des installations.

Les services susnommés pourront, sur demande écrite par rapport à un problème identifié, se faire communiquer des informations complémentaires dans la mesure où celles-ci sont présentes au Département.

Ces services sont informés qu'ils ne peuvent faire directement usage des renseignements recueillis à des fins réglementaires.

ARTICLE 11. PARTICIPATION FINANCIERE DE LA COLLECTIVITE

Les prestations font l'objet d'une participation financière annuelle des collectivités - et d'un financement par l'Agence de l'Eau - établie selon un barème arrêté conjointement par les Présidents des Conseils départementaux publiés aux actes administratifs des deux Départements et dont un extrait est présenté à l'Annexe 1.

Le montant de la participation de la collectivité est établie par application du barème selon sa strate de population et le nombre de stations d'épuration de la collectivité visitées par le SATESE :

Forfait pour la 1^{ère} station d'épuration + forfait x nombre stations d'épuration supplémentaires

Pour les collectivités souscrivant à la présente convention et ayant un projet de construction de station d'épuration en cours, la participation sera exigible à partir du moment où le SATESE aura été consulté au moins une fois sur le projet en cours, que ce soit dans le cadre de la participation à une réunion en phase projet, en phase d'exécution des travaux ou encore en phase de réception.

La tarification pourra être revue chaque année par le Conseil départemental selon un barème de réévaluation publié dans les actes du Département. Dans ce cas, le Département fera parvenir un document précisant les nouveaux tarifs applicables pour l'année au plus tard, le 1^{er} mars de chaque année.

L'envoi du titre de recettes établi par le payeur départemental correspondant à la participation financière annuelle de la Collectivité se fait en cours d'année, la Collectivité devant, alors, s'acquitter des sommes dues par mandat administratif.

En cas de participation non acquittée, la présente convention sera considérée comme caduque et la Collectivité ne pourra plus bénéficier des prestations du SATESE 26/07.

¹ INRS : Institut National de Recherche et de Sécurité

ARTICLE 12. DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de «Durée_convention» à compter de l'année «M_1ère_année_CONV».

Elle pourra être prorogée 2 fois pour la même durée par tacite reconduction par les établissements publics de coopération intercommunale.

ARTICLE 13. MODIFICATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par avenant conjoint, approuvé dans les mêmes circonstances que la convention, pour prendre en compte :

- les évolutions réglementaires de toute nature impactant directement son exécution
- les dispositions du 11^{ème} programme de l'Agence de l'Eau relatives au financement de l'assistance technique.

ARTICLE 14. RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée dans les cas suivants :

- Par la Collectivité sans préavis, la demande devant être adressé par courrier. La résiliation prendra alors effet au 1^{er} janvier de l'année suivante.
- Du fait de la non éligibilité de la Collectivité au titre de l'article L. 3232-1-1 du code général des collectivités territoriales : la résiliation prendra alors effet au 1^{er} janvier de l'année suivant l'année de publication du potentiel financier de référence.

Fait en deux exemplaires originaux,

A «Commune_adresse», le

A VALENCE, le «Date_envoi_conv»

Le «Titre»

La Présidente du Conseil départemental

«Prénom_» «Nom_»

Marie-Pierre MOUTON



LE DÉPARTEMENT

ardèche
LE DÉPARTEMENT

Envoyé en préfecture le 28/04/2020
Reçu en préfecture le 28/04/2020
Affiché le 04/05/2020
ID : 026-222600017-20200427-CP20200427_19-DE

SATESE 26/07

ANNEXE 1

COÛT DES PRESTATIONS

En application de l'arrêté interdépartemental

Le barème applicable est le suivant :

Nombre de STEP suivies par le SATESE dans la collectivité	POPULATION DGF				EPCI
	Communes de moins 500 habitants	Communes de 500 à 1000 habitants	Communes de 1000 à 2000 habitants	Communes de plus de 2000 habitants	
Suivi d'1 STEP	294 €	378 €	651 €	1008 €	Somme des montants qui auraient été appliqués à chaque commune ayant transféré sa compétence assainissement collectif
Par STEP supplémentaire	147 €	189 €	326 €	504 €	

Dans le cas de stations d'épuration assurant le traitement des effluents de plusieurs communes, la population à considérer pour l'application du tarif est la somme des populations DGF de chacune des communes raccordées à l'ouvrage.

La tarification décrite dans le tableau ci-dessus sera révisée chaque année par application de la formule suivante :

$$T_n = T_o \times \text{ING}_n / \text{ING}_o$$

Avec :

T_o : tarification de l'année 2020 telle que décrite dans le tableau ci-dessus.

T_n : tarification révisée pour l'année n, le montant retenu étant arrondi à l'euro supérieur.

ING : index ING de la série bâtiment, travaux publics et divers de la construction publié par l'INSEE et relatif aux prestations d'Ingénierie



LE DÉPARTEMENT



SATESE 26/07

ANNEXE 2

«Com_Si_CC» «COMMUNE_EPCI» _ Coordonnées des personnes à contacter (Ne remplir que les cases qui vous concernent)

Qualité	NOM	Prénom	Tél Bureau	Tél mobile	Adresse mail
Agent d'exploitation					
Agent d'exploitation					
Responsable du service Assainissement					
Directeur des services techniques					
Secrétaire de Mairie/service assainissement					
Elu en charge de l'assainissement					
Maire/Président(e)					